



Expertise comptable
Audit
Conseil

**ASSOCIATION DES
ETABLISSEMENTS
INTERENTREPRISES
D'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL DE
L'ARRONDISSEMENT DE
BOULAY-MOSELLE**

**Rapport du commissaire
aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

Ce rapport contient 14 pages

Membre
des groupements



www.wema.fr | +33 (0)3 87 98 03 89 | sarreguemines@wema.fr | 7 place de la Gare, 57200 Sarreguemines

WEMA AUDIT

SASU au capital de 10 000 € - RCS Strasbourg 819 213 448 - N° TVA intra FR 50 819 213 448
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes



**ASSOCIATION DES ETABLISSEMENTS INTERENTREPRISES D'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL DE L'ARRONDISSEMENT DE BOULAY-MOSELLE**

Siège social : 2 B Rue des Huiliers – 57220 BOULAY
SIRET : 32266903700010
Registre des Associations du Tribunal de Metz Volume 150 Folio 76

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association des Etablissements Interentreprises d'Enseignement
Professionnel de l'Arrondissement de Boulay-Moselle,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'Association des Etablissements Interentreprises d'Enseignement Professionnel de l'Arrondissement de Boulay-Moselle relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sarreguemines,

le 9 septembre 2025

WEMA AUDIT
Commissaire aux Comptes



Nicolas MAURY

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	20 870	20 870			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	1 080	720	360	720	- 360
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	869 452	745 328	124 124	136 817	- 12 693
Autres immobilisations corporelles	756 893	656 224	100 669	133 778	- 33 109
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts	1 642		1 642	4 557	- 2 915
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	1 649 938	1 423 142	226 796	275 873	- 49 077
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	59 417	20 178	39 240	56 601	- 17 361
Autres créances					
· Fournisseurs débiteurs	2 018		2 018	6 806	- 4 788
· Personnel				5 487	- 5 487
· Organismes sociaux				446	- 446
· Etat, impôts sur les bénéfices					
· Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
· Autres	115 856	14 939	100 917	79 197	21 720
Valeurs mobilières de placement		2 707	-2 707	-2 707	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 868		2 868	6 974	- 4 106
Charges constatées d'avance	43 252		43 252	39 651	3 601
TOTAL (II)	223 411	37 824	185 587	192 455	- 6 868
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 873 349	1 460 966	412 382	468 327	- 55 945



Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	64 294	64 294	
. Ecarts de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	-43 607		- 43 607
. Résultat de l'exercice	-38 628	-43 607	4 979
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise	22 500	30 000	-7 500
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecarts de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	110 946	97 675	13 271
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	115 506	148 362	- 32 856
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	97 872	128 741	- 30 869
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 819	879	940
Fournisseurs et comptes rattachés	154 355	165 027	- 10 672
Autres	22 414	25 317	- 2 903
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	20 417		20 417
TOTAL (IV)	296 877	319 965	- 23 088
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	412 382	468 327	- 55 945
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			



	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises	9 871		9 871	7 898	1 973	24,98
Production vendue biens	41 288		41 288	36 189	5 099	14,09
Production vendue services	348 001		348 001	303 513	44 488	14,66
Montants nets produits d'expl.	399 161		399 161	347 600	51 561	14,83
Autres produits d'exploitation						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			315 961	348 658	- 32 697	-9,38
Cotisations						
Autres produits			4 725	198	4 527	N/S
Reprise de provisions			2 248	2 288	- 40	-1,75
Transfert de charges			62 890	44 677	18 213	40,77
Sous-total des autres produits d'exploitation			385 825	395 822	- 9 997	-2,53
Total des produits d'exploitation (I)			784 986	743 422	41 564	5,59
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variations stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			85 407	80 442	4 965	6,17
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements						
Autres achats non stockés			157 437	102 235	55 202	54,00
Services extérieurs			65 538	90 825	- 25 287	-27,84
Autres services extérieurs			47 651	56 611	- 8 960	-15,83
Impôts, taxes et versements assimilés			7 807	4 491	3 316	73,84
Salaires et traitements			279 023	268 867	10 156	3,78
Charges sociales			121 608	122 732	- 1 124	-0,92
Autres charges de personnels			800	640	160	25,00
Subventions accordées par l'association						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements			46 163	53 402	- 7 239	-13,56
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations			2 709	634	2 075	327,29
. Pour risques et charges : dotation aux provisions						
Autres charges			6 725	8 657	- 1 932	-22,32
Total des charges d'exploitation (II)			820 868	789 537	31 331	3,97
RESULTAT D'EXPLOITATION			-35 882	-46 116	10 234	22,19
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (III)						
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (IV)						
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées			3 146	4 600	- 1 454	-31,61
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements						
Total des charges financières (VI)			3 146	4 600	- 1 454	-31,61



	Exercice en cours 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
RESULTAT FINANCIER			-3 146	-4 600	1 454	31,61
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			-39 028	-50 715	11 687	23,04
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion				2 244	- 2 244	-100
Sur opérations en capital			14 205	16 052	- 1 847	-11,51
Reprises sur provisions et transferts de charges				6 158	- 6 158	-100
Total des produits exceptionnels (VII)			14 205	24 455	- 10 250	-41,91
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			815	13 167	- 12 352	-93,81
Sur opérations en capital			2 229		2 229	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			10 760	4 180	6 580	157,42
Total des charges exceptionnelles (VIII)			13 804	17 346	- 3 542	-20,42
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL			401	7 109	- 6 708	-94,36
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			799 191	767 877	31 314	4,08
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			837 818	811 484	26 334	3,25
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées						
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-38 628	-43 607	4 979	11,42
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT						



PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total est de 412 382.42€ et ua compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -38 627,51 € présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif..

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel et outillage industriels	de 05 à 25 ans
Agencements, aménagements, installations	de 05 à 25 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 07 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.



Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	21 950			21 950
Immobilisations corporelles	1 626 346	2 231	2 231	1 626 346
Immobilisations financières	4 557		2 915	1 642
TOTAL	1 652 853	2 231	5 146	1 649 938

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	21 230	360		21 590
TOTAL I	21 230	360		21 590
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	732 636	12 692		745 328
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	614 813	33 110	1	647 922
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	8 302			8 302
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 355 750	45 803	1	1 401 552
TOTAL GENERAL (I+II)	1 376 981	46 163	1	1 423 142



Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	59 417		
Autres créances	115 856		
Charges constatées d'avance	43 252		
TOTAL	218 525		

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	6 069
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	100 742
Autres produits à recevoir	
TOTAL	106 811

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	64 294				64 294
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	30 000			7 500	22 500
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau					-43 607
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-43 607	43 607			-38 628
Dont générosité du public					
Situation nette	50 687	43 607		7 500	4 560
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	97 675		25 646	12 375	110 946
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	148 362		25 646	12 375	115 506
TOTAL dont générosité du public					



*Subventions d'investissement***Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Région	Changement alarme et portail	22 446			22 446
Région	Modification réseau	30 229			30 229
Région	Investissement ERM	27 336			27 336
Région	Plateau elec	9 500		401	9 099
Région	Mobilier - équipement	42 706	25 646		68 352
TOTAL					

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Sur comptes clients	19 717	2 709	2 248	20 178
Autres dépréciations	6 887	10 760		17 646
TOTAL (II)				
TOTAL GENERAL (I+II)				
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		2 709	2 248	
- financières				
- exceptionnelles		10 760		



Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	97 872	27 932	57 590	12 350
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	154 355	154 355		
Dettes fiscales et sociales	22 000	22 000		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	414	414		
Produits constatés d'avance	20 417	20 417		
TOTAL	295 058	225 118	57 590	12 350

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	193
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	27 650
Dettes fiscales et sociales	4 854
Autres dettes	
TOTAL	32 698

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	2 231
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	2 229
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

FRANCE ACTIVE - Apports avec droit de reprise : 22 500€

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Caution accordée par la communauté de communes de la Houve et du pays Boulageois



	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes	100 000	
TOTAL	100 000	

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 16 992.25€.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 60-67 ans
- le taux de rotation du personnel : Faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 3.40%
- le taux moyen des charges sociales : 40%

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	12	
Non cadres	4	
TOTAL	16	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7560€.

